



# L'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie

---

## Tableaux de bord 2009

Observatoire régional de l'économie  
sociale et solidaire

# **L'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie**

---

## **Tableaux de bord 2009**

Observatoire régional de l'économie  
sociale et solidaire

Novembre 2009

Chambre Régionale de l'Economie Sociale et solidaire(CRESS) de Basse-Normandie

## Sommaire

<b>Introduction et Méthodologie.....</b>	<b>5</b>
<i>Le champ d'observation de l'Observatoire régional de l'économie sociale et solidaire.....</i>	<i>5</i>
<i>Méthodologie .....</i>	<i>5</i>
<b>I) L'emploi en 2007 dans les entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie .....</b>	<b>9</b>
1) Une progression constante de l'emploi depuis 2005.....	9
2) Des emplois répartis dans de nombreux secteurs d'activité .....	10
3) Une progression de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire plus marquée que dans le reste de l'économie sur la période 2005-2007 .....	11
4) Une contribution forte à la création d'emplois nouveaux sur la période 2005-2007.....	12
5) Une tendance à la précarisation de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire .....	13
6) Une augmentation continue de l'emploi qui s'accompagne d'une augmentation du nombre d'établissements employeurs .....	15
7) Une grande majorité des emplois de l'économie sociale et solidaire dans les associations .....	16
8) Un salarié bas-normand de l'économie sociale et solidaire sur quatre prendra sa retraite avant 2017 en Basse-Normandie .....	17
9) Une structuration des emplois par CSP affichant une sur-représentation des catégories employés et professions intermédiaires .....	19
10) L'emploi féminin reste majoritaire au sein de l'économie sociale et solidaire.....	20
11) Des niveaux de rémunération en moyenne plus faibles dans les entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire .....	21
<b>II) Le secteur associatif employeur en Basse-Normandie .....</b>	<b>22</b>
1) Une augmentation des emplois dans les associations sur la période 2005-2007 .....	22
2) Près de la moitié des emplois des associations dans le secteur social .....	22
3) Une augmentation du nombre d'emplois qui s'accompagne d'une augmentation du nombre d'associations employeurs .....	23
4) Près de 9 500 départs en retraite prévus dans les associations de Basse-Normandie à l'horizon 2016.....	24
5) Une féminisation des effectifs des associations dans les secteurs de la santé et du social .....	24
6) Une part importante de poste à temps non complets dans les associations .....	25

<b>III) Les coopératives employeurs en Basse-Normandie .....</b>	<b>26</b>
1) Une majorité des secteurs affichent un recul de l'emploi sur la période 2005-2007 .....	26
2) Une augmentation du nombre d'établissements employeurs portée par le secteur bancaire...	27
3) Un taux de féminisation des effectifs faible.....	27
4) 20% des départs en retraite dans les coopératives concernent des postes de cadres et de dirigeants.....	28
5) Zoom sur les SCOP et les SCIC de Basse-Normandie.....	28
<b>IV) Les établissements mutualistes en Basse-Normandie .....</b>	<b>30</b>
1) Une croissance de l'emploi et un nombre d'établissements employeurs stable .....	30
2) Un taux de salariés seniors dans la moyenne régionale .....	31
<b>V) Les fondations en Basse-Normandie .....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>33</b>

Le présent rapport compile l'ensemble des données statistiques disponibles auprès de l'INSEE sur l'économie sociale et solidaire à l'échelle de la région Basse-Normandie. Les données consolidées pour l'année 2007 confirment le dynamisme de ce champ économique dans notre région. Dynamisme déjà mis en évidence dans le rapport statistique 2008 publié par la CRESS et qui se basait sur des données INSEE 2003 et 2006. Ce dynamisme constaté en période de croissance pourrait se confirmer en période de crise. Des données de conjoncture basées sur des sources URSSAF et publiées par *Recherches et Solidarité* tendent à le montrer. Les premières données consolidées sur l'évolution des effectifs salariés dans l'économie sociale et solidaire en 2008, seront disponibles auprès de l'INSEE au cours de l'été 2010.

### *Le champ d'observation de l'Observatoire régional de l'économie sociale et solidaire*

L'Observatoire régional de l'économie sociale et solidaire (ORESS) s'est donné pour mission l'étude et l'observation des entreprises et des emplois de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie.

On peut définir l'économie sociale et solidaire, comme le tiers secteur, par opposition à l'entreprise individuelle et l'économie capitaliste d'un côté et l'économie publique de l'autre ; ce tiers secteur étant composé par les entreprises qui prennent la forme juridique d'associations, de mutuelles, de coopératives ou de fondations. L'économie sociale et solidaire, ce sont des sociétés de personnes et non de capitaux, jouant un rôle économique, pratiquant un fonctionnement démocratique et centrant leur projet sur la personne humaine et l'utilité sociale et/ou collective. Le champ d'observation de l'ORESS se compose de l'ensemble de ces entreprises. Il est important de préciser ici que l'ORESS s'appuie principalement sur l'observation des établissements employeurs. En effet, ne sont pas prises en compte dans les statistiques de l'économie sociale et solidaire présentées ici, les associations non employeurs.

### *Méthodologie*

En 2008, les acteurs de l'économie sociale et solidaire, en relation avec l'Insee, ont souhaité stabiliser le périmètre de l'économie sociale et solidaire, de manière à permettre une exploration statistique. Ce périmètre a été discuté et validé conjointement par la DIISES (Délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale) et le CNCRES (Conseil national des Chambres Régionales de l'Economie Sociale). Le champ de l'économie sociale et solidaire est construit à partir d'une liste de catégories juridiques (CJ), puis de l'exclusion de certaines activités (codes NAF) désignées hors champ. Les structures de l'économie sociale et solidaire ainsi définies sont ensuite réparties en 4 familles : coopératives, mutuelles, associations et fondations. La liste des catégories juridiques incluses dans le champ de l'économie sociale et solidaire est disponible en annexe de ce rapport (annexe 1).

Le principe de l'analyse statistique de l'économie sociale et solidaire consiste à croiser des indicateurs divers et les catégories juridiques des entreprises de l'économie sociale et solidaire (cf. périmètre) au

niveau géographique souhaité. Les données présentées dans ce rapport sont principalement issues de bases de données acquises auprès de l'INSEE. La CRESS Basse-Normandie, qui pilote l'ORESS Basse-Normandie, s'est dotée des trois bases de données suivantes auprès de l'INSEE : SIRENE, DADS, CLAP.

### **Présentation des sources de données INSEE mobilisées par la CRESS**

- **CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) : service Universel- Année 2005, 2006 et 2007**

« CLAP est un système d'information alimenté par différentes sources dont l'objectif premier est de fournir des statistiques localisées jusqu'au niveau communal, par activité, sur l'emploi et les rémunérations. Par construction, CLAP confronte plusieurs sources : pour les entreprises et les établissements, le référentiel d'entreprises et d'établissements qui est constitué à partir du Répertoire d'Entreprises et d'Etablissements (REE/SIRENE). Les données sur l'emploi salarié résultent d'une mise en cohérence des informations provenant des DADS (déclarations annuelles de données sociales), des URSSAF et de la Fonction Publique d'Etat pour aboutir à la mise à disposition de données avec un niveau de qualité contrôlée. Le champ de CLAP est quasi complet sur les salariés. En sont exclus les non-salariés, les emplois domestiques dont l'employeur est un ménage, les militaires (pour des raisons de secret défense). Pour la même raison, la localisation des personnels civils du ministère de la défense n'est pas de bonne qualité. De même, le secteur agricole n'est pas intégralement couvert ».

- **Le répertoire SIRENE : Stock d'établissements au 31 mars 2009**

Ce répertoire dont la gestion est assurée par l'INSSE centralise les informations sur l'ensemble des entreprises et des établissements de France.

Sont inscrites au répertoire SIRENE toutes les personnes physiques ou morales :

- immatriculées au registre du commerce et des sociétés ;
- immatriculées au répertoire des métiers ;
- employant du personnel salarié ;
- soumises à des obligations fiscales ;
- bénéficiaires de transferts financiers publics.

La CRESS s'est dotée d'une extraction de ce répertoire qui comporte l'ensemble des entreprises et des établissements de l'économie sociale et solidaire implantés en Basse-Normandie.

C'est un outil de connaissance du système productif. L'Insee détermine et attribue à chaque entreprise et établissement un code APE, représentant l'activité principale exercée par l'unité. SIRENE gère également d'autres données économiques dont les principales sont les données de localisation, l'effectif salarié, ainsi que leur historique (date de création).

## ▪ Fichier DADS : Année 2007

« La Déclaration Annuelle des Données Sociales (DADS) est une formalité déclarative que doit accomplir toute entreprise employant des salariés, en application du Code de la Sécurité Sociale et du Code Général des Impôts. C'est l'unique source annuelle statistique donnant un décompte exhaustif des établissements et de leurs effectifs salariés. Elle permet l'analyse des salaires et des emplois dans l'ensemble des secteurs privé et semi-public, y compris des services de l'Etat à caractère industriel et commercial (grandes entreprises), des collectivités territoriales et des hôpitaux publics. Sont donc exclus du champ : la fonction publique d'Etat, les services domestiques et les activités extra-territoriales. »

Le fichier DADS contient des indicateurs qui permettent de qualifier l'emploi (sexe – CSP - tranches d'âge des salariés - part des temps partiels).

En fonction des indicateurs traités, les données présentées dans ce rapport font appel à l'une des trois bases de données présentées ci-dessus. Si le périmètre ESS est strictement identique d'une base à l'autre il est important de noter que le périmètre hors économie sociale diffère entre les données issues des DADS et les données issues de CLAP. En effet CLAP intègre la fonction publique d'Etat contrairement au fichier DADS. Concernant l'ensemble des données DADS et CLAP, elles ne comprennent pas les entreprises et les établissements agricoles du secteur primaire « agriculture, sylviculture, pêche ». En revanche, il est important de préciser que l'ensemble des coopératives agricoles intervenant dans les secteurs de l'industrie et du commerce sont prises en compte aussi bien dans les DADS que dans CLAP.

### **Définition des principaux indicateurs**

#### **Nombre d'établissements employeurs**

« Un établissement est une unité d'exploitation ou de production localisée géographiquement, individualisée mais dépendant juridiquement d'une entreprise. C'est le lieu où est exercée l'activité (magasin, atelier, entrepôt...). »

Pour approcher au plus près la réalité de l'économie sociale et solidaire sur le territoire bas-normand, et sans méconnaître l'intérêt d'une approche éventuelle par entreprise, il nous a semblé préférable de nous limiter ici à une observation des établissements.

## **Effectif salarié au 31/12**

L'effectif salarié au 31/12 correspond à l'ensemble des postes non annexes déclarés par l'établissement au 31/12 de l'année de référence. Un poste est considéré dans les DADS comme non annexe ou " vrai emploi " s'il atteint certains seuils en termes de rémunération et de volume de travail. Dans le cas général et depuis 2002, si la rémunération nette est supérieure à 3 SMIC mensuels sur l'année ou si la durée d'emploi dépasse 30 jours et 120 heures et 1,5 heures par jour, le poste est non annexe.

Certaines entreprises accomplissent leur déclaration DADS de manière groupées. C'est-à-dire qu'elles affectent à un établissement l'ensemble des effectifs de l'entreprise. Malgré les contrôles et corrections effectuées par l'INSEE, il n'a pas toujours été possible de réattribuer à chaque établissement les postes qui le concernent.

## **Le nombre d'ETP (Equivalents temps pleins)**

L'Equivalent Temps Plein (ETP) correspond au volume de travail exprimé en heures et rapporté à un horaire annuel de référence 1820h (35h x 52 semaines). Cet horaire annuel de référence peut varier selon les secteurs.

## **La masse salariale brute**

La masse salariale brute correspond à la somme des rémunérations brutes. La rémunération brute comprend l'intégralité des sommes versées au salarié au titre de son contrat de travail, y compris intéressement et participation, avant toutes déductions de cotisations sociales obligatoires, CSG, CRDS.

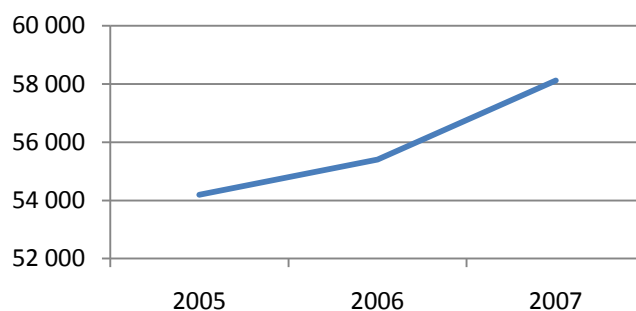


## I) L'emploi en 2007 dans les entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie

### 1) Une progression constante de l'emploi depuis 2005

La mise en place au niveau de l'INSEE d'un suivi statistique systématique de l'économie sociale et solidaire sur la base d'un périmètre harmonisé et stabilisé nous permet d'avoir une vision de l'évolution de l'emploi depuis 2005. On constate que l'emploi dans les entreprises et les organisations de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie progresse de manière continue depuis 2005 pour atteindre un peu plus 58 000 emplois au 31 décembre 2007.

Evolution des effectifs salariés de l'ESS en Basse-Normandie entre 2005 et 2007



Source : Insee, Clap.

Une grande majorité des emplois nouveaux ont été créés dans les secteurs de la santé et de l'action sociale. On constate dans ces secteurs un solde positif de 2 674 emplois au 31 décembre 2007 par rapport au 31 décembre 2005. Des secteurs où l'on retrouve principalement des associations. Deux secteurs affichent un recul de l'emploi sur la période : l'industrie des biens de consommation et d'équipement (-114 emplois) et le secteur du commerce (-313 emplois). Dans ces secteurs les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont des coopératives et des mutuelles.

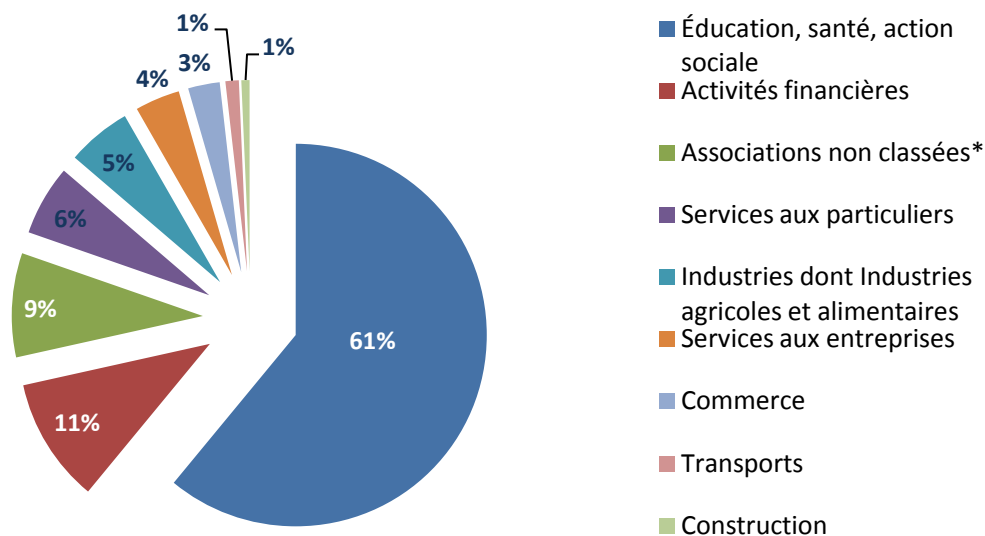
Effectifs salariés de l'économie sociale et solidaire au 31/12

Secteurs d'activité	2005	2006	2007	Evolution du nombre d'emplois entre 2005 et 2007
Industries agricoles et alimentaires	1 307	1 326	1 326	19
Industrie des biens de consommation et d'équipement	386	361	272	-114
Industries des biens intermédiaires	1 212	1 244	1 562	350
Construction	397	410	401	4
Commerce	1 875	1 778	1 562	-313
Transports	412	620	645	233
Activités financières	C	6 004	6 130	C
Activités immobilières	30	27	28	-2
Services aux entreprises	1 812	1 955	2 206	394
Services aux particuliers	3 227	3 097	3 452	225
Éducation, santé, action sociale	32 747	33 670	35 421	2 674
Associations non classées	4 778	4 906	5 114	336
<b>Total</b>	<b>54 199</b>	<b>55 398</b>	<b>58 119</b>	<b>3 920</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie.

## 2) Des emplois répartis dans de nombreux secteurs d'activité

Répartition des effectifs salariés de l'ESS par secteurs d'activité en Basse-Normandie en 2007



Source : Insee, Clap.

Si, comme nous pouvons le voir sur ce graphique, les effectifs de l'économie sociale et solidaire se concentrent dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, on constate également que les entreprises et les organisations de l'économie sociale et solidaire sont présentes et créent des emplois dans de nombreux secteurs.

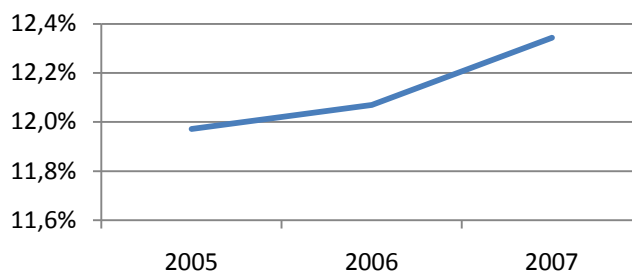
On remarque également sur ce graphique que près de 10% des emplois de l'ESS concernent des associations « non classées » et dont on ne connaît pas le secteur d'activité d'intervention.

\* Lors de son immatriculation à l'INSEE pour l'obtention d'un numéro de SIRET, toute association se voit attribuer un code APE (activité principale). Il est attribué en fonction de l'objet que l'association a défini dans ses statuts. Or, l'INSEE classe souvent les associations dans le code APE 913 E (associations non classées ailleurs), faute d'informations assez précises sur leur activité. Ainsi, pour toutes les associations qui ont ce code, il n'est pas possible de connaître leur domaine d'activité, même si on estime que pour une grande majorité d'entre elles, il s'agit d'un mauvais classement et qu'elles devraient se trouver ventilées dans les secteurs d'activité présentés dans le graphique ci-dessus.

### 3) Une progression de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire plus marquée que dans le reste de l'économie sur la période 2005-2007

Sur la période 2005 – 2007, on peut remarquer que la part des effectifs salariés de l'ESS dans l'ensemble des effectifs salariés de la région Basse-Normandie augmente. Elle passe en effet de 12% en 2005 à 12,3% en 2007. Cela traduit le fait que sur la période, l'emploi dans l'ESS a progressé plus rapidement que dans le reste de l'économie, secteurs privés et publics confondus.

Evolution de la part des effectifs salariés de l'ESS dans l'ensemble des effectifs salariés de Basse-Normandie



Source : Insee, Clap.

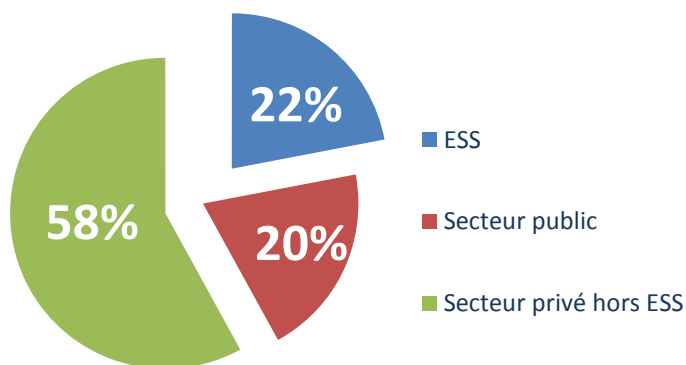
La part des emplois de l'ESS dans l'ensemble de l'économie a augmenté sensiblement dans les secteurs des services aux particuliers (+0,8 point) dans le secteur des activités financières (+0,6 point) et dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'action sociale (+0,8 point).

Secteurs d'activité	Part des effectifs salariés de l'ESS dans l'emploi salarié total		
	2005	2006	2007
Industries agricoles et alimentaires	6,5%	6,6%	6,4%
Industrie des biens de consommation	3,2%	2,9%	2,0%
Industries des biens d'équipement	c	0,1%	0,2%
Industries des biens intermédiaires	4,3%	4,3%	5,5%
Construction	1,2%	1,2%	1,1%
Commerce	3,0%	2,8%	2,4%
Transports	2,5%	3,7%	3,7%
Activités financières	c	54,8%	55,4%
Activités immobilières	0,5%	0,4%	0,4%
Services aux entreprises	4,6%	4,9%	5,2%
Services aux particuliers	13,1%	12,1%	12,7%
Éducation, santé, action sociale	31,0%	31,2%	32,0%
Administration	8,1%	8,4%	8,5%
<b>Total</b>	<b>12,0%</b>	<b>12,1%</b>	<b>12,3%</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie.

#### 4) Une contribution forte à la création d'emplois nouveaux sur la période 2005-2007

Répartition des emplois supplémentaires  
en Basse-Normandie en 2006 et 2007



Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régionale de l'ESS – CRESS Basse-Normandie

L'économie sociale et solidaire compte pour une large part dans la création d'emplois nouveaux en Basse-Normandie. C'est le cas en 2006 et 2007, deux années de croissance des effectifs salariés de la région, mais croissance très inégale selon les secteurs. Ainsi, pour une augmentation de cent emplois en 2006 et 2007, 58 sont imputables au secteur privé "classique", largement dominant dans l'économie, 22 à l'économie sociale et solidaire et 20 au secteur public (1). La contribution de l'économie sociale et solidaire à la création d'emplois est donc près de deux fois plus importante que son poids dans l'économie. Secteur clé pour les créations d'emplois en période de croissance, l'économie sociale et solidaire pourrait confirmer sa place en période de crise et au-delà. Car c'est dans le secteur de l'action sociale que l'économie sociale et solidaire crée le plus d'emplois nouveaux, et notamment dans les associations qui y interviennent. L'action sociale s'avère moins exposée aux retournements conjoncturels que l'industrie, où l'emploi chute et, de surcroît, dans ce secteur les besoins sociaux vont continuer de croître, appelant en retour la création d'emplois nouveaux.

Autre facteur, le remplacement des salariés partant en retraite. Dans les entreprises et organisations de l'ESS, le remplacement d'une majorité des départs semble programmé. En effet, selon une étude(2) conduite par notre *Observatoire* auprès des établissements de l'économie sociale et solidaire concernés par des départs à la retraite dans les 5 prochaines années, 65,1 % d'entre eux déclarent qu'ils vont remplacer tous les départs, 27,4 % une partie, et seulement 8,5 % d'entre eux n'envisagent pas de remplacer les départs.

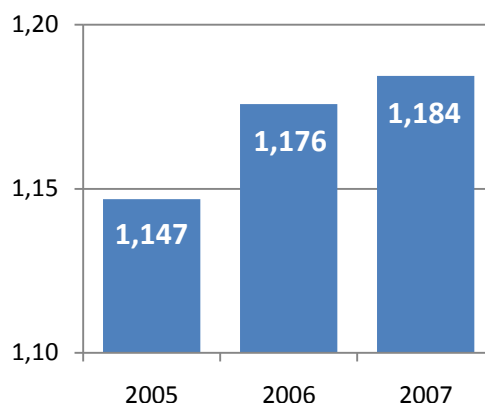
1) Le « secteur public » considéré ici correspond aux secteurs d'activité suivants : administration, santé, action sociale et éducation hors les structures de l'économie sociale. Il inclut des organismes privés encadrés par une réglementation publique, par exemple les cliniques privées, dans le secteur de la santé. Il inclut aussi les organismes de formation privés.

2) "Les seniors et l'emploi dans les entreprises de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie" - Observatoire régional de l'ESS - CRESS Basse-Normandie (2009 - 58 pages)

## 5) Une tendance à la précarisation de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire

L'augmentation continue des effectifs salariés de l'économie sociale et solidaire sur la période 2005-2007 s'est accompagnée de ce que nous pouvons qualifier d'une tendance à la précarisation de l'emploi. Comme le montre le graphique ci-à côté, le ratio entre les effectifs au 31 décembre et le nombre d'ETP sur l'année tend à augmenter. Cela traduit une augmentation conjuguée des emplois à temps non complets et des contrats à durée déterminée sur la période. Cette tendance forte n'en demeure pas moins basée sur des moyennes et ne doit pas laisser penser qu'elle s'applique à tous les secteurs. En effet, certains secteurs où sont présentes les entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire montrent une tendance inverse en favorisant la consolidation des emplois et l'amélioration des conditions de travail.

Ratio effectifs salariés au 31 décembre / nombre d'ETP sur l'année



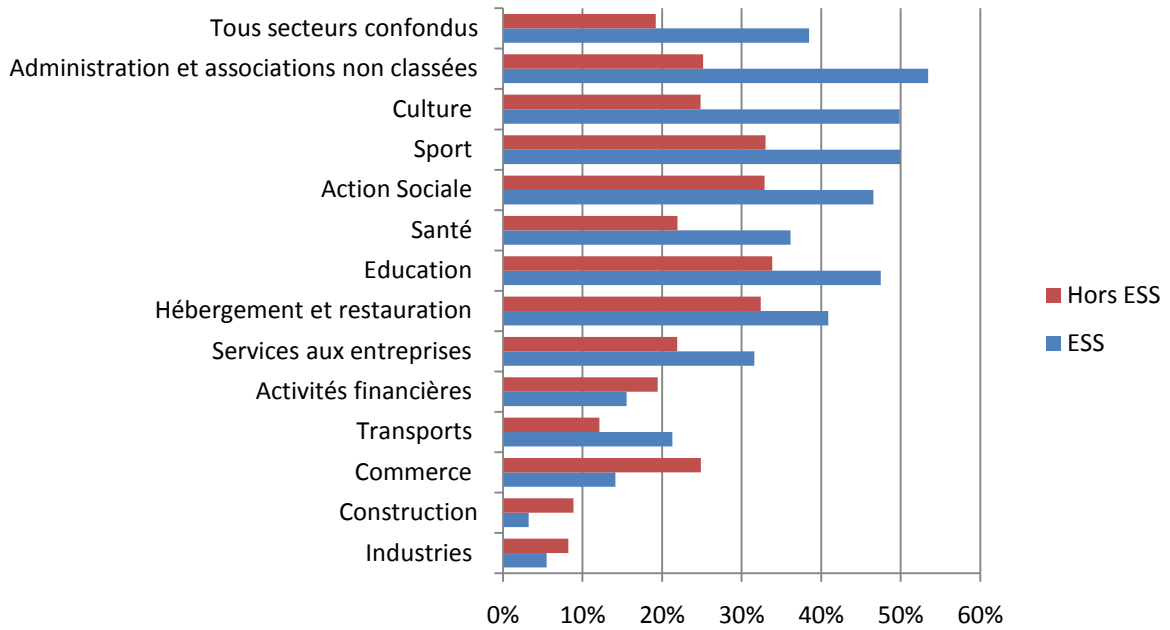
Source: Insee, Clap.

Le tableau sur l'évolution des effectifs salariés de l'économie sociale et solidaire au 31 décembre sur la période 2005-2007 affiche un taux d'évolution de plus de 7 % (+3920 emplois). Le tableau ci-dessous qui indique l'évolution des effectifs salariés de l'ESS en ETP (Equivalent temps pleins) ne montre en revanche qu'un taux de croissance de 3,8%.

Secteurs d'activité	Effectifs salariés de l'économie sociale et solidaire en ETP			
	2005	2006	2007	Taux d'évolution 2005-2007
Industries agricoles et alimentaires	1239	1286	1256	1,4%
Industrie des biens de consommation	376	338	248	-34,0%
Industries des biens d'équipement	c	27	30	c
Industries des biens intermédiaires	1164	1225	1449	24,5%
Construction	361	373	367	1,7%
Commerce	1766	1687	1472	-16,6%
Transports	388	536	601	54,9%
Activités financières	c	5695	5702	c
Activités immobilières	22	24	25	13,6%
Services aux entreprises	1672	1836	1974	18,1%
Services aux particuliers	2805	2767	3075	9,6%
Éducation, santé, action sociale	26340	27510	28783	9,3%
Associations non classés	3637	3812	4090	12,5%
<b>Total</b>	<b>47 259</b>	<b>47 116</b>	<b>49 072</b>	<b>3,8%</b>

Source : Insee, Clap. Champ : postes de travail au 31 décembre (hors agriculture-sylviculture-pêche, intérimaires et postes annexes).  
 Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie.

**Part des temps non complets dans l'emploi total en 2007**



Source : Insee, Clap.

Le graphique ci-dessus compare la part des temps non complets dans l'emploi total entre l'économie sociale et solidaire et le reste de l'économie. Tous secteurs confondus, les postes à temps non complets en 2007 représentent près de 40% des emplois de l'économie sociale et solidaire contre un peu moins de 20% hors ESS. Dans les secteurs où sont majoritairement présentes des coopératives et des mutuelles, la part des temps non complet est plus faible dans l'ESS que dans le reste de l'économie. En revanche, les secteurs où sont fortement présentes les associations affichent une part des postes à temps non complets supérieure dans l'ESS que dans le reste de l'économie. Dans les secteurs du sport, de la culture mais aussi de l'action sociale, les postes à temps non complets représentent près de 50% des emplois de l'économie sociale et solidaire.

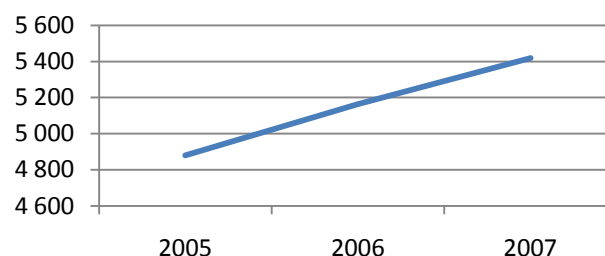
Secteurs d'activité	Part des temps non complets dans l'emploi total en 2007	
	ESS	Hors ESS
Industries	5,5%	8,2%
Construction	3,2%	8,9%
Commerce	14,1%	24,9%
Transports	21,3%	12,1%
Activités financières	15,6%	19,5%
Services aux entreprises	31,6%	21,9%
Hébergement et restauration	40,9%	32,4%
Education	47,5%	33,9%
Santé	36,1%	21,9%
Action Sociale	46,6%	32,9%
Sport	50,0%	33,0%
Culture	49,9%	24,9%
Administration et associations non classées	53,5%	25,2%
<b>Tous secteurs confondus</b>	<b>38,5%</b>	<b>19,2%</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS - CRESS Basse-Normandie

## 6) Une augmentation continue de l'emploi qui s'accompagne d'une augmentation du nombre d'établissements employeurs

Sur la période 2005-2007 le nombre d'établissements employeurs de l'ESS a augmenté de 11% pour passer de 4 880 en 2005 à 5 419 en 2007. Les secteurs de l'éducation, de l'action sociale et de la santé qui ont créé de nombreux emplois sur la période n'affichent une augmentation du nombre d'établissements que de 8%, ce qui indique que de nombreuses créations d'emplois sont le fait d'établissements existants dans ses secteurs.

Evolution du nombre d'établissements employeurs ESS en Basse-Normandie



Source: Insee, Clap.

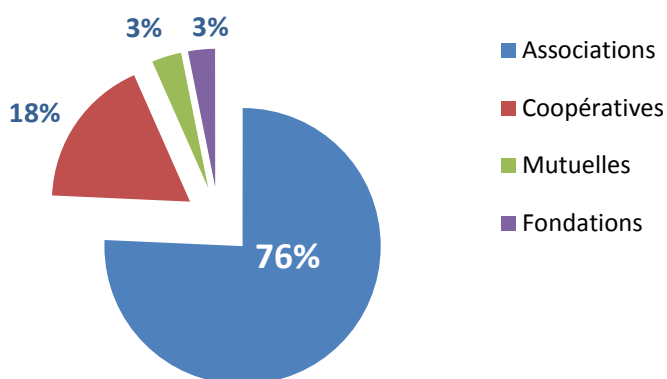
Parmi les secteurs où l'on constate la création d'un nombre significatif d'établissements citons les secteurs des activités financières et des services aux entreprises. Près de 100 nouveaux établissements employeurs sont des associations non classées.

Etablissements employeurs de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie				
Secteurs d'activité	2005	2006	2007	Taux d'évolution 2005-2007
Industries agricoles et alimentaires	9	9	11	22%
Industrie des biens de consommation	12	14	15	25%
Industries des biens d'équipement	2	5	3	50%
Industries des biens intermédiaires	11	11	12	9%
Construction	14	13	12	-14%
Commerce	169	166	159	-6%
Transports	106	103	108	2%
Activités financières	337	536	539	60%
Activités immobilières	10	10	9	-10%
Services aux entreprises	207	250	315	52%
Services aux particuliers	1544	1540	1578	2%
Éducation, santé, action sociale	1334	1377	1438	8%
Association non classé	1125	1130	1220	8%
<b>Total</b>	<b>4 880</b>	<b>5 164</b>	<b>5 419</b>	<b>11%</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche). Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie

## 7) Une grande majorité des emplois de l'économie sociale et solidaire dans les associations

Répartition des effectifs salariés de l'ESS par statut juridique en 2007 en Basse-Normandie



Source: Insee, Clap.

Les associations en 2007 concentrent les trois quarts des emplois de l'économie sociale et solidaire de la Basse-Normandie, soit plus de 44 000 emplois. On constate dans le tableau ci-dessous que quelque soit la famille, l'emploi affiche une augmentation. Dans les associations l'emploi a augmenté de 8,2%, soit un solde positif de 3 337 emplois entre le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2007.

Famille	Effectifs salariés de l'économie sociale et solidaire au 31/12 par famille			
	2005	2006	2007	Taux d'évolution 2005-2007
Associations	40671	41645	44008	8,2%
Coopératives	10166	10132	10258	0,9%
Mutuelles	1698	1919	2017	18,8%
Fondations	1664	1702	1836	10,3%

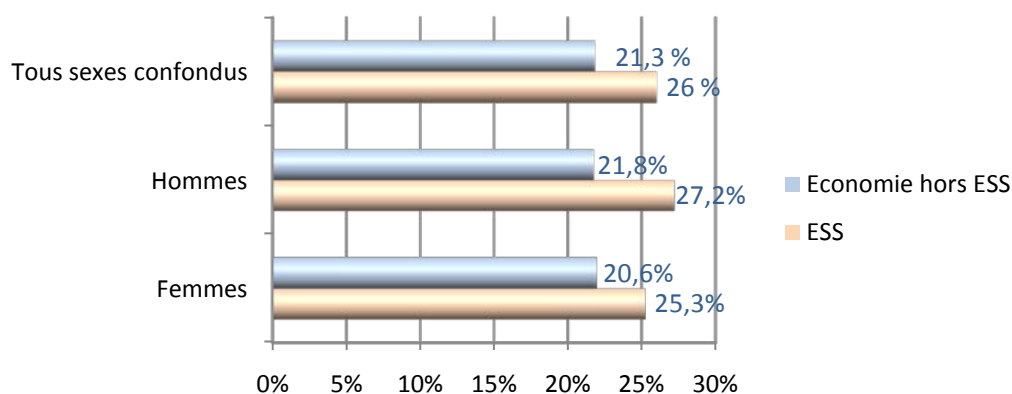
Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS - CRESS Basse-Normandie



## 8) Un salarié bas-normand de l'économie sociale et solidaire sur quatre prendra sa retraite avant 2017 en Basse-Normandie

En 2009, l'Observatoire régional de l'économie sociale et solidaire a réalisé une étude prospective sur les départs en retraite dans les entreprises et les organisations de l'ESS en Basse-Normandie. Cette étude a montré l'importance de l'enjeu du remplacement de ces départs qui s'annoncent nombreux. Quelques éléments issus de l'étude sont présentés ci-après.

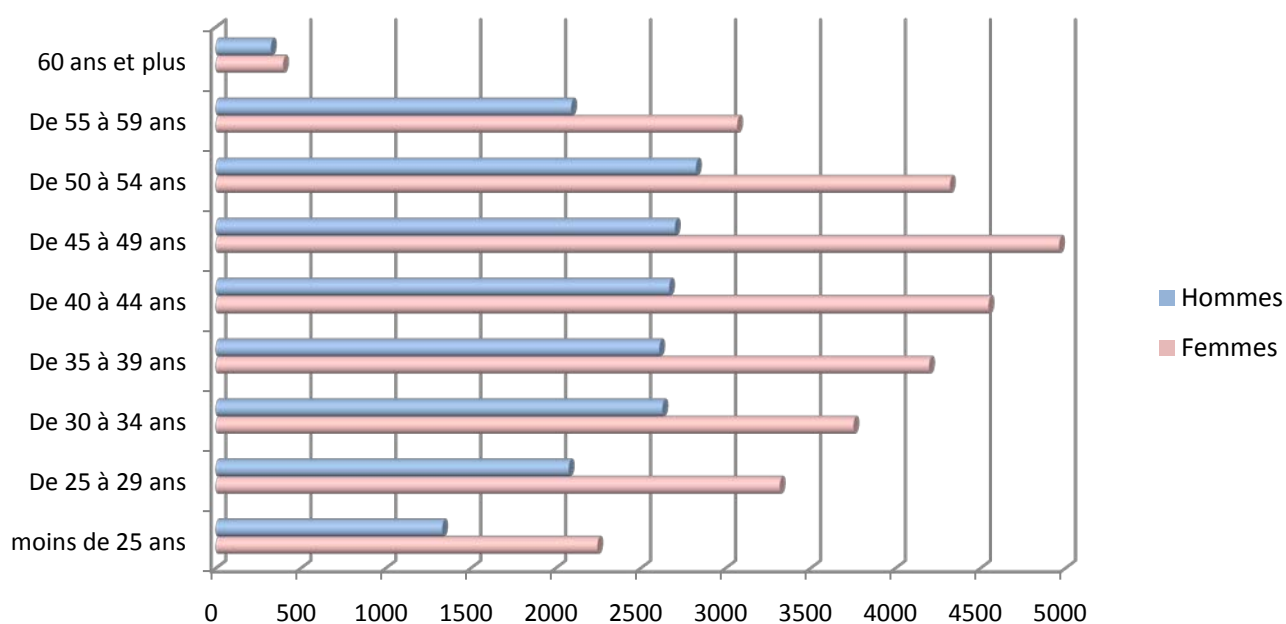
**Proportion de salariés de 50 ans ou plus en 2007**



Source : Insee DADS - Champ : Basse-Normandie, Effectifs salariés au 31/12/2006, ESS  
 Traitement : Observatoire régional de l'ESS, CRESS Basse-Normandie

Si globalement l'ensemble de l'économie de la Basse-Normandie va être confrontée à un nombre important de départs à la retraite dans les 10 prochaines années (environ 90 000 départs). On constate que les entreprises de l'économie sociale et solidaire vont être particulièrement concernées. En Basse-Normandie on estime qu'un peu plus d'un salarié de l'ESS sur 4 va partir en retraite à l'horizon 2016.

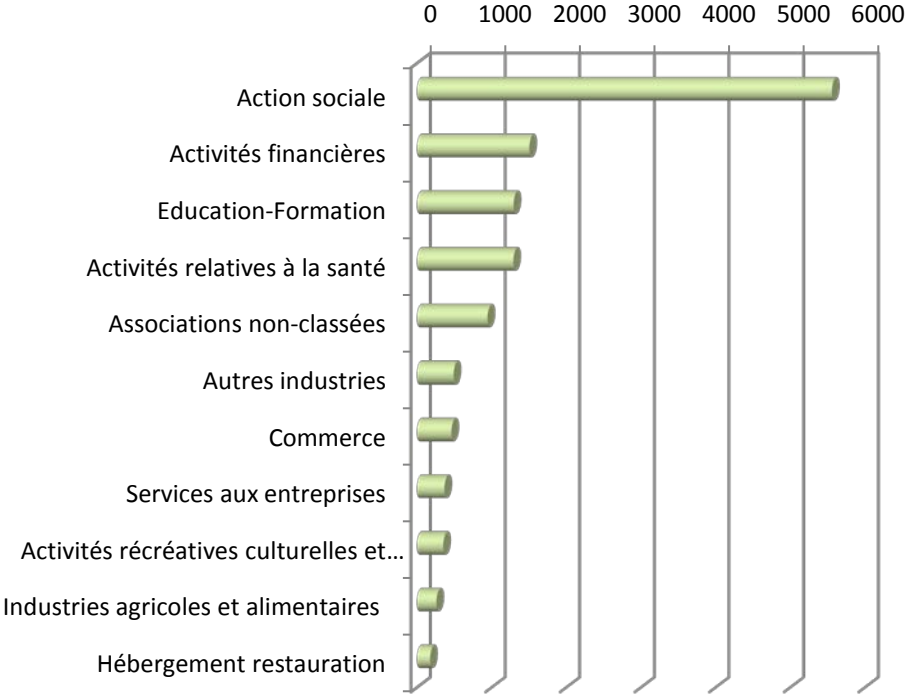
**Pyramide des âges des salariés de l'ESS en Basse-Normandie au 1er Janvier 2007**



Source : Insee DADS - Champ : Basse-Normandie, Effectifs salariés au 31/12/2006, ESS  
 Traitement : Observatoire régional de l'ESS, CRESS Basse-Normandie

Au 1<sup>er</sup> janvier 2007 en Basse-Normandie, plus de 13 000 salariés de l'économie sociale et solidaire ont atteint ou dépassé l'âge de 50 ans. Sur la base d'un âge théorique de départ à la retraite fixé à 60 ans on estime donc à environ 13 000 le nombre de salariés seniors travaillant dans l'ESS qui vont partir à la retraite à l'horizon 2016. Soit 26% des effectifs en poste au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Nombre de seniors salariés de l'ESS selon le secteur d'activité**



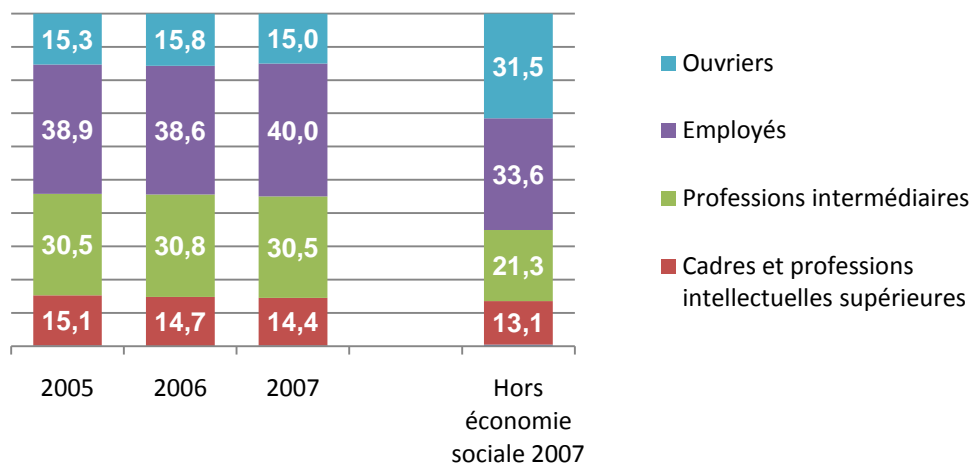
Source : Insee DADS - Champ : Basse-Normandie, Effectifs salariés au 31/12/2006, ESS Traitement : Observatoire régional de l'ESS, CRESS Basse-Normandie

Avec plus de 5 500 départs en retraite à l'horizon 2016, le secteur de l'action sociale (aide à domicile-établissements sociaux et médico-sociaux - services aux personnes âgées, services à la petite enfance...) est le secteur qui sera le plus massivement concerné. Le secteur de l'action sociale concentre à lui seul 42 % des départs en retraite programmés de l'économie sociale et solidaire à l'horizon 2016.

Trois autres secteurs vont connaître de nombreux départs dans les 7 prochaines années : le secteur des activités financières (1 500 départs), le secteur « éducation-formation » (1 300 départs) et le secteur des activités relatives à la santé (1 300 départs).

## 9) Une structuration des emplois par CSP affichant une sur-représentation des catégories employés et professions intermédiaires

Evolution de la structure par CSP des effectifs salariés de l'ESS en Basse-Normandie (%)



Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régionale de l'ESS - CRESS Basse-Normandie

L'économie sociale et solidaire (ESS) recouvre une multitude d'activités. Par conséquent, les métiers y sont très divers. La plupart d'entre eux sont regroupés au sein des catégories socioprofessionnelles des employés et des professions intermédiaires.

Les employés sont les principaux salariés de l'ESS en Basse-Normandie : ils y occupent 40 % des postes au 31 décembre 2007 et la part de cette catégorie est en augmentation continue depuis 2005. Au-delà de l'appellation générique « employé », plusieurs grands groupes de métiers apparaissent. Ainsi, une grande part d'entre eux sont des employés administratifs. Ces derniers peuvent exercer différentes activités telles du secrétariat, de la comptabilité, ou encore des fonctions administratives diverses, mais aussi des fonctions spécifiques des banques et des assurances. La moitié des emplois administratifs est toutefois concentrée dans les associations du secteur social et les coopératives de crédit.

Autre grande catégorie d'employés, les « personnels des services directs aux particuliers ». Ce sont surtout des assistantes maternelles, des aides à domicile ou des aides ménagères. Ils travaillent pour moitié dans le secteur de l'aide à domicile. Enfin, 18 % des employés occupent des fonctions dans le secteur de la santé et de l'aide aux personnes (aides soignantes, aides médico-psychologiques...).

Les professions intermédiaires regroupent 30,5 % des emplois de l'ESS en Basse-Normandie au 31 décembre 2007. La part de cette catégorie est stable depuis 2005. Les « professionnels de la santé et du travail social » sont les plus nombreux. Ils constituent 43 % des professions intermédiaires. Cette catégorie socioprofessionnelle regroupe principalement des personnels chargés de dispenser des soins ou une assistance aux personnes éprouvant des difficultés en matière de santé ou d'insertion sociale et professionnelle: éducateurs spécialisés, infirmiers, spécialistes de la rééducation ou de l'intervention socio-éducative, professionnels de l'insertion. Ils sont majoritairement présents dans le

secteur social. Toutefois, cette catégorie inclut également les animateurs socioculturels et de loisirs que l'on retrouve plutôt dans les activités récréatives, culturelles et sportives.

Parallèlement, 30 % des professions intermédiaires exercent un métier lié à l'enseignement : formateurs, moniteurs, éducateurs sportifs... Parmi eux, quatre sur dix travaillent dans les associations du secteur de l'éducation (AFPA, CFA...) et autant dans les associations sportives.

Seul un peu plus d'un emploi de l'ESS sur dix est occupé par un ouvrier. Parmi eux, une part importante travaille dans des coopératives de production.

## 10) L'emploi féminin reste majoritaire au sein de l'économie sociale et solidaire

L'emploi féminin reste majoritaire au sein de l'économie sociale et solidaire. Les femmes occupent 64% des postes, une proportion nettement supérieure à l'ensemble de l'économie où elle s'élève à 46%. D'une part, les postes d'employés administratifs, très nombreux, sont traditionnellement plus souvent occupés par des femmes. D'autre part, les professions sociales comme aides médico-psychologiques, auxiliaires de vie, éducatrices ou assistantes sociales, sont majoritairement féminines. Ainsi, en France, la grande majorité des étudiants suivant les formations à ces métiers sont des femmes, et en 2004, elles représentaient 85 % des diplômés à ces métiers. Enfin, les métiers de la santé comme les infirmières ou les aides soignantes, sont aussi habituellement féminins.

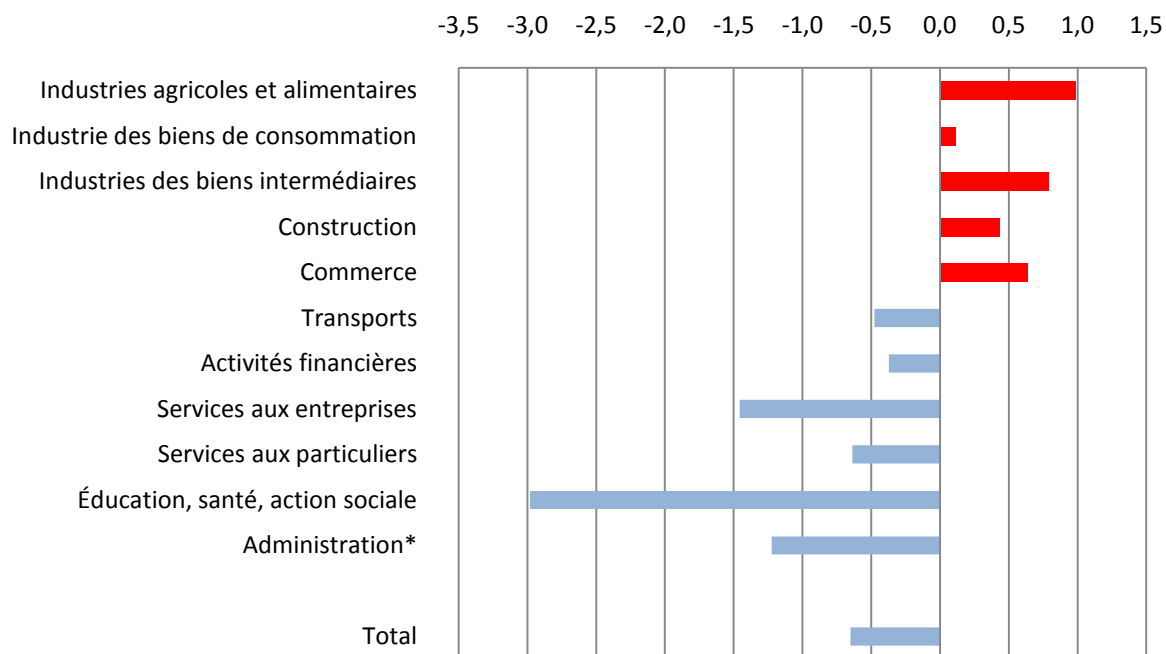
La présence féminine est la plus élevée dans le secteur social et de la santé. Les femmes y occupent plus de sept postes sur dix. Dans l'aide à domicile en particulier, cette proportion peut atteindre neuf postes sur dix.

ESS	Postes au 31/12/2007 par sexe, dans les établissements employeurs de l'ESS en Basse-Normandie		
	Hommes	Femmes	Taux de féminisation
Construction	383	46	11%
Culture	484	452	48%
Commerce	1052	510	33%
Transports	330	315	49%
Activités financières	2455	3675	60%
Services aux Entreprises	903	1249	58%
Administration et associations non classées	1498	3615	71%
Industrie	2530	630	20%
Hébergement-Restauration	234	503	68%
Education	2944	6036	67%
Santé	960	2771	74%
Social	6180	16529	73%
Sport	1110	669	38%
<b>TOTAL</b>	<b>21063</b>	<b>37000</b>	<b>64%</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régionale de l'ESS – CRESS Basse-Normandie

## 11) Des niveaux de rémunération en moyenne plus faibles dans les entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire

Différentiel entre le part en ETP des emplois de l'ESS et la part de la masse salariale brute distribuée par l'ESS en Basse-Normandie en 2007 par secteurs



Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS - CRESS Basse-Normandie (\*dont associations non classées)

Le graphique ci-dessous nous montre la différence des niveaux de rémunération entre l'ESS et le reste de l'économie par secteur d'activité. Il apparaît que dans les secteurs de l'industrie, de la construction et du commerce, les niveaux de rémunération sont supérieurs dans les entreprises de l'économie sociale et solidaire comparativement aux entreprises privées hors économie sociale et solidaire.

Dans le secteur des activités financières où l'on retrouve les coopératives de crédit et les établissements mutualistes, il apparaît qu'en Basse-Normandie, les niveaux de rémunération brute sont plus faibles dans les entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Dans les secteurs qui concentrent la grande majorité des emplois de l'économie sociale et solidaire (services aux entreprises, services aux particuliers, éducation, santé, action sociale), on constate que les niveaux de rémunération dans les organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire sont plus faibles comparés aux secteurs public et privé classique. Dans ces secteurs où l'économie sociale et solidaire se compose pour l'essentiel d'association, le différentiel peut être important, jusqu'à 3 points.

## II) Le secteur associatif employeur en Basse-Normandie

### 1) Une augmentation des emplois dans les associations sur la période 2005-2007

A l'exception du secteur de la culture qui affiche une baisse de l'emploi sur la période 2005-2007, les associations de Basse-Normandie connaissent une progression de l'emploi dans tous les secteurs. Parmi les secteurs qui affichent un taux de croissance de l'emploi associatif important, citons les secteurs des services aux entreprises (+ 22%) et les secteurs de l'éducation et du sport (+11%). En termes de volumes, c'est dans le secteur social que les associations ont créé le plus d'emplois sur la période (+ 1 457 emplois).

Associations	Effectifs salariés au 31/12 dans les associations de Basse-Normandie		
	2005	2007	Taux d'évolution
Culture	895	885	-1%
Transports	249	279	12%
Services aux Entreprises	1 509	1 837	22%
Hébergement et restauration	672	702	4%
Education	8 050	8 896	11%
Santé	2 364	2 502	6%
Social	20 402	21 859	7%
Sport	1 599	1 779	11%
Non classées	4 775	5 110	7%
Autre	74	77	4%
<b>TOTAL</b>	<b>40 671</b>	<b>44 008</b>	<b>8%</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie

### 2) Près de la moitié des emplois des associations dans le secteur social

Le secteur social en Basse-Normandie concentre près de 50% des emplois associatifs. 20% des emplois associatifs du secteur social concernent le secteur de l'aide à domicile. Près de 40% des emplois associatifs du secteur social concernent les établissements médico-sociaux pour adultes et personnes âgées ainsi que les établissements d'aide par le travail pour personnes handicapées ou en exclusion. Enfin, 25 % des emplois associatifs du secteur social concernent les établissements médico-sociaux et d'éducation spécialisée pour les enfants et les adolescents ainsi que les structures d'accueil du jeune enfant.

Effectifs salariés au 31/12 dans les associations du secteur social en Basse-Normandie	
Associations	2007
Aide à domicile	4530
Accueil adultes-Aide par le travail	8541
Accueil des enfants	3232
Autres formes d'actions sociales	5556
<b>Total général</b>	<b>21 859</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie

### 3) Une augmentation du nombre d'emplois qui s'accompagne d'une augmentation du nombre d'associations employeurs

On remarque sur la période 2005-2007 une tendance générale à l'augmentation du nombre d'établissements associatifs employeurs en Basse-Normandie. Seul le secteur de l'hébergement et de la restauration où l'on retrouve notamment les associations qui organisent des séjours pour les jeunes, les organismes de tourisme social et les cantine scolaires, affiche une baisse du nombre d'établissements employeurs sur la période (-14). Parmi les secteurs dynamiques en termes de création d'établissements associatifs employeurs, on remarque le secteur des services aux entreprises (+ 90 établissements). On retrouve notamment dans ce secteur, des groupements d'employeurs, des centres de gestions, des associations de mise à dispositions de personnel et des services annexes à la production. Le secteur de la santé enregistre également une augmentation significative du nombre d'établissements associatifs employeurs (+ 16%).

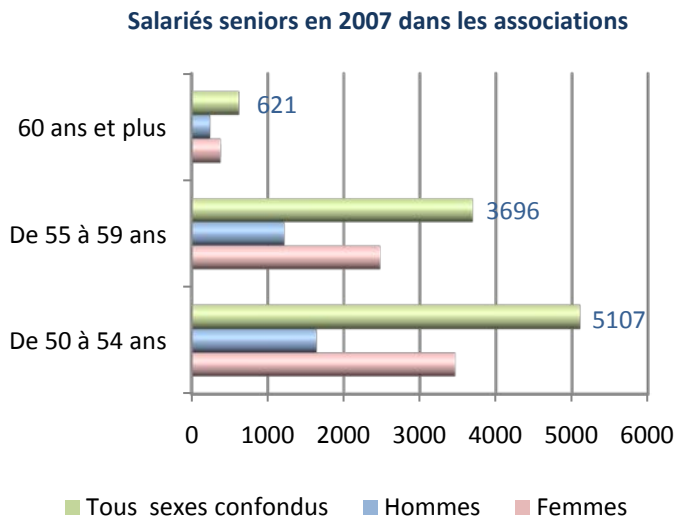
On constate que le secteur social, qui comme nous l'avons vu précédemment enregistre un solde positif de 1 457 emplois sur la période 2005-2007, n'a en revanche pas créé beaucoup d'établissements (22 sur la période).

Associations	Etablissements associatifs employeurs en Basse-Normandie		
	2005	2007	Taux d'évolution
Culture	372	404	9%
Transports	91	91	0%
Services aux Entreprises	161	251	56%
Hébergement et restauration	153	139	-9%
Education	447	482	8%
Santé	74	86	16%
Social	758	780	3%
Sport	1015	1029	1%
Non classées	1122	1218	9%
Autre	20	21	5%
<b>TOTAL</b>	<b>4 216</b>	<b>4 504</b>	<b>7%</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires).  
Traitement Observatoire Régionale de l'ESS – CRESS Basse-Normandie

#### 4) Près de 9 500 départs en retraite prévus dans les associations de Basse-Normandie à l'horizon 2016

Dans les structures associatives de Basse-Normandie, ce sont près de 9 500 salariés qui vont atteindre



Source : Insee DADS - Champ : Basse-Normandie, Effectifs salariés au 31/12/2006, ESS  
 Traitement : Observatoire régional de l'ESS, CRESS Basse-Normandie

l'âge moyen de départ à la retraite à l'horizon 2016, soit 1 salarié sur 4. On constate que 67% de ces salariés sont des femmes. Les postes occupés par les salariés seniors sont à 41% des postes d'employés. On estime à environ 1150 le nombre de départs sur des postes de cadre et de direction.

Sur les 9 500 départs estimés dans les associations, seul 52 % concernent des postes à temps complets.

#### 5) Une féminisation des effectifs des associations dans les secteurs de la santé et du social

Associations	Taux de féminisation des effectifs salariés des associations de Basse-Normandie	
	Taux de féminisation en 2005	Taux de féminisation en 2007
Culture	48%	48%
Services aux Entreprises	64%	61%
Hébergement-Restauration	70%	69%
Education	68%	67%
Santé	73%	75%
Social	72%	73%
Sport	39%	38%
Non classées	71%	71%
<b>TOTAL</b>	<b>69%</b>	<b>69%</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS - CRESS Basse-Normandie

Dans les associations de Basse-Normandie près de 7 emplois sur 10 sont occupés par des femmes. Une analyse de l'évolution des taux de féminisation des effectifs salariés dans les différents secteurs d'activité montre une tendance à la féminisation des emplois dans les associations des secteurs de la santé et du social.

Le tableau ci-après montre la répartition par sexe des effectifs salariés des associations de Basse-Normandie au 31 décembre 2007.



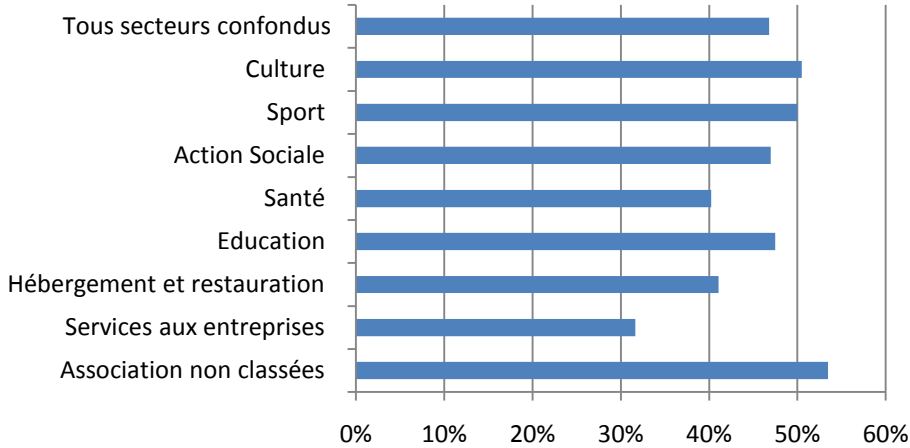
**Postes au 31/12/2007 par sexe, dans les associations de Basse-Normandie**

Associations	Homme	Femmes	Total général
Culture	458	427	885
Transports	40	239	279
Services aux Entreprises	701	1082	1 783
Non classées	1 497	3 612	5 109
Hébergement-Restauration	219	483	702
Education	2 900	5 996	8 896
Santé	622	1880	2502
Social	5 990	15 869	21 859
Sport	1 110	669	1779
Autre	37	52	89
<b>TOTAL</b>	<b>13 620</b>	<b>30 333</b>	<b>43 953</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie

**6) Une part importante de poste à temps non complets dans les associations**

**Part des temps non complets dans l'emploi associatif en Basse-Normandie en 2007**



Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie

Le graphique ci-dessus atteste de l'importance des postes à temps non complets dans les associations de Basse-Normandie. A l'exception du secteur des services aux entreprises, tous les secteurs affichent une part des postes à temps non complets supérieure ou égale à 40%. Dans les secteurs du sport et de la culture, ces taux atteignent 50%.

### Part des temps non complets dans l'emploi associatif en Basse-Normandie en 2007

Secteurs d'activité	Taux d'emploi à temps non complets
Association non classées	53,5%
Services aux entreprises	31,6%
Hébergement et restauration	41,1%
Education	47,5%
Santé	40,2%
Action Sociale	47,0%
Sport	50,0%
Culture	50,5%
<b>Tous secteurs confondus</b>	<b>46,8%</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie

## III) Les coopératives employeurs en Basse-Normandie

### 1) Une majorité des secteurs affichent un recul de l'emploi sur la période 2005-2007

Coopératives	Effectifs salariés au 31/12 dans les coopératives en Basse-Normandie		
	2005	2007	Taux d'évolution
Construction	299	421	40,8%
Culture	s	s	s
Commerce	1769	1424	-19,5%
Transports	163	143	-12,3%
Activités financières	4516	4448	-1,5%
Industrie	s	3044	s
Hébergement-Restauration	s	15	s
Education	s	s	s
Santé	25	21	-16,0%
<b>TOTAL</b>	<b>10 166</b>	<b>10 258</b>	<b>0,9%</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie. (s : secret statistique)

Au 31 décembre 2007, les coopératives de Basse-Normandie emploient 10 258 personnes. Dans les coopératives de Basse-Normandie on constate sur la période 2005-2007 un recul de l'emploi dans de nombreux secteurs, même si dans l'ensemble les coopératives connaissent une progression moyenne de l'emploi de 0,9% sur la période.

## 2) Une augmentation du nombre d'établissements employeurs portée par le secteur bancaire

Etablissements coopératifs employeurs en Basse-Normandie			
Coopératives	2005	2007	Différentiel
Construction	16	15	-1
Culture	1	1	0
Commerce	145	132	-13
Transports	15	17	2
Activités financières	223	430	207
Industrie	25	30	5
Hébergement-Restauration	1	2	1
Education	1	3	2
Santé	7	5	-2
Autre	50	67	17
<b>TOTAL</b>	<b>484</b>	<b>702</b>	<b>218</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie

Sur la période 2005-2007 on note un solde positif moyen de 218 nouveaux établissements employeurs. Le secteur bancaire à lui seul affiche un solde positif de 207 établissements sur la période 2005-2007.

## 3) Un taux de féminisation des effectifs salariés faible

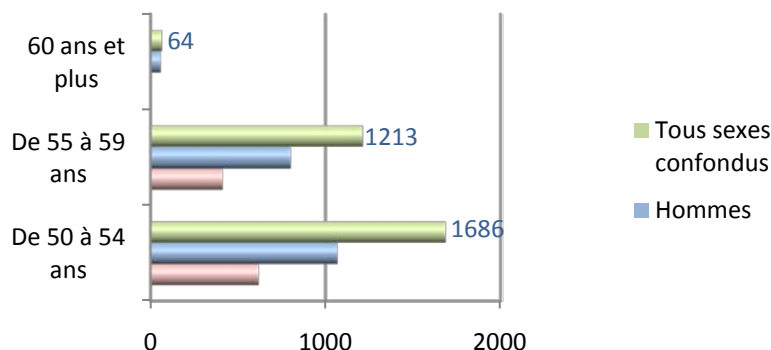
Postes au 31/12/2007 par sexe, dans les établissements coopératifs employeurs en Basse-Normandie				
Coopératives	Hommes	Femmes	Total	Taux de féminisation
Construction	320	23	343	7%
Culture	s	s	s	
Commerce	989	420	1409	30%
Transports	137	20	157	13%
Activités financières	2035	2381	4416	54%
Industrie	2458	468	2926	16%
Hébergement-Restauration	s	s	s	
Education	s	s	s	
Santé	s	17	17	100%
<b>TOTAL</b>	<b>6 408</b>	<b>3 850</b>	<b>10 258</b>	<b>38%</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie. (s : secret statistique)

Le secteur coopératif en Basse-Normandie se caractérise par un taux de féminisation des effectifs salariés faible (38%), inférieur aux taux de féminisation dans l'ensemble de l'économie de la région (44%). Cela s'explique notamment par les secteurs d'activité où l'on retrouve les coopératives bas-normandes. En effet, dans les secteurs de l'industrie, du commerce de produit agricole et de la construction, la part des emplois féminins est traditionnellement faible.

#### 4) 20% des départs en retraite dans les coopératives concernent des postes de cadres et de dirigeants

Salariés seniors en 2007 dans les coopératives.



Source : Insee DADS - Champ : Basse-Normandie, Effectifs salariés au 31/12/2006, ESS  
Traitement : Observatoire régional de l'ESS, CRESS Basse-Normandie

Dans les entreprises coopératives de Basse-Normandie, on estime à environ 3 000 le nombre de salariés susceptibles de prendre leur retraite avant 2017, soit près de 3 salariés sur 10. 64 % des salariés seniors des coopératives sont des hommes. Dans le secteur coopératif on constate un nombre relativement important de départs sur des postes de cadre et de gérance (21 % des départs).

Dans le secteur coopératif, les départs à la retraite concernent essentiellement des postes à temps complets (89 %).

#### 5) Zoom sur les SCOP et les SCIC de Basse-Normandie

La Basse-Normandie compte 46 SCOP (Sociétés coopératives et participatives) au 31 janvier 2010, dont la société *ACOME* - plus importante de France en termes d'emplois- qui fabrique des produits et systèmes pour les télécoms, les équipements électriques et le bâtiment et dont la principale usine est implantée dans la Manche à Romagny. Les SCOP de Basse-Normandie développent leurs activités dans de nombreux secteurs (industrie - cabinet d'étude - bâtiment - services aux entreprises - communication - culture...). Ces entreprises, propriété des personnes qui y travaillent, contribuent au dynamisme économique des territoires. En 2008 elles emploient plus de 2 260 personnes et affichent un chiffre d'affaire cumulé de 531 millions d'euros.

### Le poids économique des SCOP par département en Basse-Normandie

	Nombre de SCOP au 31/01/2010	ETP	Taux de sociétariat*	Chiffres d'affaires cumulés 2008
Calvados	27	493	79,31%	91 millions**
Manche	11	1 382	80%	347 millions
	<i>dont ACOME</i>	<i>1 199</i>	<i>77,7%</i>	<i>329 millions</i>
Orne	8	385	74,81%	93 millions
<b>Total Basse –Normandie</b>	<b>46</b>	<b>2 260</b>	<b>78,4%</b>	<b>531 millions</b>

Source : URSCOP Ouest – 2010 - Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie. \*ratio entre le nombre de salariés sociétaires de la SCOP et le nombre total de salariés de la SCOP. \*\*hors Comédie de Caen

Le statut SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif) est un statut récent. Il a été créé en 2001. la **SCIC** est une nouvelle forme d'entreprise coopérative qui permet d'associer celles et ceux qui, salariés, bénéficiaires, bénévoles, collectivités territoriales ou tous autres partenaires, veulent agir ensemble dans un même projet de développement local. Au 31 décembre 2007 on dénombre 107 SCIC en France intervenant dans une multitude de secteurs d'activité. En Basse-Normandie on compte 5 SCIC en 2010.

### Les SCIC en Basse-Normandie

SCIC Basse-Normandie	Siège social	Salariés en ETP	Année de création	Activité
Assiette Sans Frontière	Caen	4 (dont 3 en insertion)	2005	Restaurant gastronomique d'insertion
Interbio - Normandie Services	Caen	1	2008	Distribution de produits alimentaires biologiques
Les 7 vents du Cotentin	Coutances	7	2006	Cabinet Etude Développement Durable
Bois Bocage Energie	Chanu	0		Filière locale bois énergie
Les tulipes contre le cancer	Falaise	1	2004	Action caritative

Source : URSCOP Ouest – CRESS Basse-Normandie 2010

## IV) Les établissements mutualistes en Basse-Normandie

### 1) Une croissance de l'emploi et un nombre d'établissements employeurs stable

Les mutuelles de Basse-Normandie emploient 319 personnes au 31 décembre 2007, soit 319 emplois de plus qu'au 31 décembre 2005. L'augmentation de l'emploi dans les mutuelles de Basse-Normandie est le résultat conjugué d'une croissance des effectifs dans le secteur traditionnel d'intervention des mutuelles – l'assurance des biens et des personnes- ainsi que dans le secteur social où les mutuelles développent de l'activité, notamment dans le secteur des services aux personnes.

Mutuelles	Effectifs salariés au 31/12 dans les mutuelles en Basse-Normandie		
	2005	2007	Différentiel
Commerce	94	123	29
Activités financières	1450	1662	212
Santé, action sociale	154	232	78
<b>Total</b>	<b>1 698</b>	<b>2 017</b>	<b>319</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie

Selon la source de données Insee *CLAP* le nombre d'établissements mutualistes employeurs reste stable en Basse-Normandie, autour de 150 établissements. En revanche le répertoire SIRENE qui référence 174 établissements employeurs en activité au 31 mars 2009 tend à montrer une augmentation récente du nombre d'établissements mutualistes.

Secteur d'activité	Etablissements mutualistes employeurs en Basse-Normandie		
	2005	2007	Différentiel
Commerce	21	23	2
Activités financières	111	106	-5
Santé	8	10	2
Social	16	16	0
<b>Total</b>	<b>156</b>	<b>155</b>	<b>-1</b>

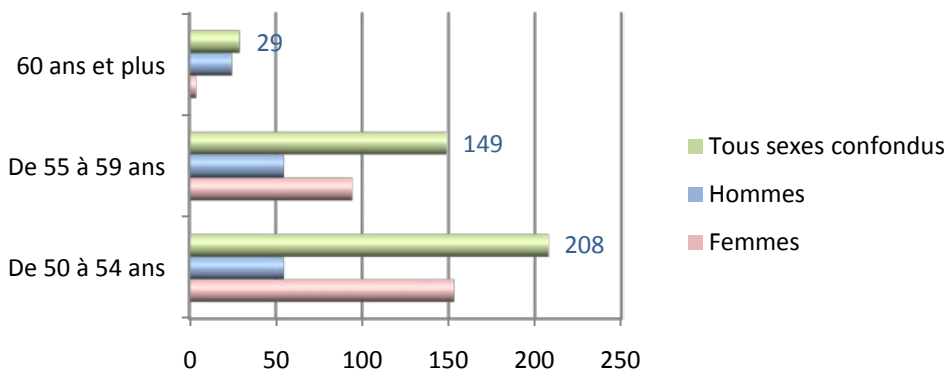
Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS – CRESS Basse-Normandie

Secteur mutualiste employeur au 31 mars 2009 en Basse-Normandie		
Catégorie juridique	Statut	Nombre d'établissements employeurs en Basse-Normandie
<b>Mutuelles régies par le code de la mutualité</b>	Autres organisme mutualiste	1
	Mutuelle	131
<b>Total Mutuelles régies par le code de la mutualité</b>		<b>132</b>
<b>Mutuelles régies par le code des assurances</b>	Assurance mutuelle agricole	4
	Société d'assurance mutuelle	40
<b>Total Mutuelles régies par le code des assurances</b>		<b>44</b>
<b>Total général</b>		<b>176</b>

Source : Insee SIRENE - Champ : Basse-Normandie, Etablissements en activité au 31 mars 2009 Traitement : Observatoire régional de l'ESS, CRESS Basse-Normandie

## 2) Un taux de salariés seniors dans la moyenne régionale

Salariés seniors en 2007 dans les établissements mutualistes



Source : Insee DADS - Champ : Basse-Normandie, Effectifs salariés au 31/12/2006, ESS  
 Traitement : Observatoire régional de l'ESS, CRESS Basse-Normandie

Dans les établissements mutualistes de Basse-Normandie on dénombre près de 400 salariés seniors soit 20 % des effectifs des mutuelles. Les départs à l'horizon 2016 dans les établissements mutualistes concernent majoritairement des femmes (63 %) et principalement des postes à temps complets (78%).

## V) Les fondations en Basse-Normandie

Avec 1 836 emplois en 2007 et une augmentation de 172 emplois depuis 2005 les fondations de Basse-Normandie continuent de créer de l'emploi. Parmi les différentes familles de l'économie sociale et solidaire, ce sont les fondations qui vont connaître un nombre de départs le plus important dans les années qui viennent.

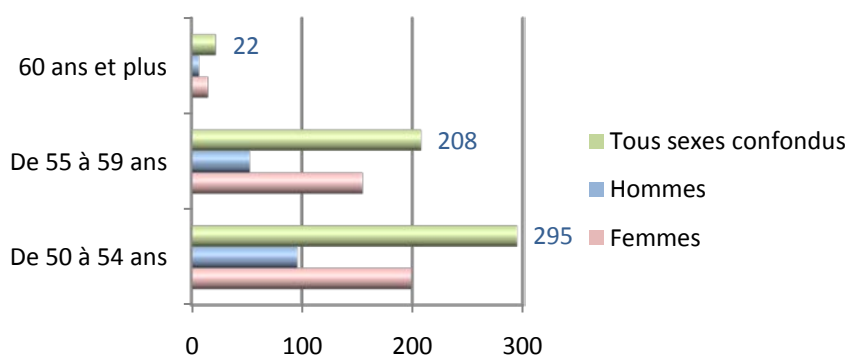
Fondations employeurs en Basse-Normandie			
Fondations	2005	2007	Différentiel
Santé	5	36	31
Social	15	17	2
Autre	4	5	1
<b>TOTAL</b>	<b>24</b>	<b>58</b>	<b>34</b>

Source : Insee, Clap. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS - CRESS Basse-Normandie

Effectifs salariés au 31/12 dans les fondations en Basse-Normandie			
Fondations	2005	2007	Différentiel
Santé	1 102	1 135	33
Social	518	601	83
Autre	44	100	56
<b>TOTAL</b>	<b>1 664</b>	<b>1 836</b>	<b>172</b>

Source : Insee, DADS. Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors agriculture-sylviculture-pêche et intérimaires). Traitement Observatoire Régional de l'ESS - CRESS Basse-Normandie

### Salariés seniors en 2007 dans les fondations



Source : Insee DADS - Champ : Basse-Normandie, Effectifs salariés au 31/12/2006, ESS  
 Traitement : Observatoire régional de l'ESS, CRESS Basse-Normandie

Les fondations de Basse-Normandie vont potentiellement connaître à l'horizon 2016 le départ d'un tiers de leurs salariés en poste au 1<sup>er</sup> janvier 2007 soit plus de 500 personnes. Environ 70 % de ces départs concernent des femmes et 68 % des postes à temps complet.



## ANNEXES

**LISTE DES CATEGORIES JURIDIQUES INCLUSES DANS LE CHAMP ECONOMIE SOCIALE**

<b>CJ</b>	<b>libellé CJ</b>	<b>Famille</b>	<b>Sous-famille</b>
5191	société de caution mutuelle	Coopératives	<i>Coop de crédit</i>
5192	société coopérative de banque populaire	Coopératives	<i>Coop de crédit</i>
5193	caisse de crédit maritime mutuel	Coopératives	<i>Coop de crédit</i>
5194	caisse (fédérale) de crédit mutuel	Coopératives	<i>Coop de crédit</i>
5195	association coopérative inscrite (droit local Alsace Moselle)	Coopératives	<i>Coop de crédit</i>
5196	caisse d'épargne et de prévoyance à forme coopérative	Coopératives	<i>Coop de crédit</i>
5203	Société en nom collectif coopérative	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5307	Société en commandite simple coopérative	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5309	Société en commandite par actions coopérative	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5432	SARL d'intérêt collectif agricole (SICA)	Coopératives	<i>Coop du domaine agricole</i>
5443	SARL coopérative de construction	Coopératives	<i>Coop de construction</i>
5451	SARL coopérative de consommation	Coopératives	<i>Coop de consommation</i>
5453	SARL coopérative artisanale	Coopératives	<i>Coop artisanale</i>
5454	SARL coopérative d'intérêt maritime	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5455	SARL coopérative de transport	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5458	SARL coopérative de production(SCOP)	Coopératives	<i>Coop de production (SCOP)</i>
5459	SARL union de sociétés coopératives	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5460	autre SARL coopérative	Coopératives	<i>Autre coop/Coop de crédit (Ape65+67)</i>
5505	SA à participation ouvrière à conseil d'administration	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5532	SA mixte d'intérêt collectif agricole (SICA) à CA	Coopératives	<i>Coop du domaine agricole</i>
5543	SA coopérative de construction à conseil d'administration	Coopératives	<i>Coop de construction</i>
5547	SA coopérative de production de HLM à CA	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5551	SA coopérative de consommation à conseil d'administration	Coopératives	<i>Coop de consommation</i>
5552	SA coopérative de commerçants détaillants à CA	Coopératives	<i>Coop de commerçants</i>
5553	SA coopérative artisanale à conseil d'administration	Coopératives	<i>Coop artisanale</i>
5554	SA coopérative (d'intérêt) maritime à conseil d'administration	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5555	SA coopérative de transports à conseil d'administration	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5558	SA coopérative de production (SCOP) à CA	Coopératives	<i>Coop de production (SCOP)</i>
5559	SA union de sociétés coopératives à CA	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5560	autre SA coopérative à conseil d'administration	Coopératives	<i>Autre coop/Coop de crédit (Ape65+67)</i>
5605	SA à participation ouvrière à directoire	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5632	SA d'intérêt collectif agricole (SICA)	Coopératives	<i>Coop du domaine agricole</i>
5643	SA coopérative de construction à directoire	Coopératives	<i>Coop de construction</i>
5647	SA de production de HLM anonyme à directoire	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5651	SA coopérative de consommation à directoire	Coopératives	<i>Coop de consommation</i>
5652	SA coopérative de commerçants détaillants à directoire	Coopératives	<i>Coop de commerçants</i>
5653	SA coopérative artisanale à directoire	Coopératives	<i>Coop artisanale</i>
5654	SA coopérative (d'intérêt) maritime à directoire	Coopératives	<i>Autre coop</i>

5655	SA coopérative de transport à directoire	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5658	SA coopérative de production(SCOP) à directoire	Coopératives	<i>Coop de production (SCOP)</i>
5659	SA union de sociétés coopératives à directoire	Coopératives	<i>Autre coop</i>
5660	autre SA coopérative à directoire	Coopératives	<i>Autre coop/Coop de crédit (Ape65+67)</i>
5699	autre SA à directoire (croisement avec NAF1 : 651E Caisses d'Épargne)	Coopératives	<i>Coop de crédit</i>
6100	Caisse d'Épargne et de Prévoyance	Coopératives	<i>Coop de crédit</i>
6316	coopérative d'utilisation du matér. agric. en commun (CUMA)	Coopératives	<i>Coop du domaine agricole</i>
6317	société coopérative agricole	Coopératives	<i>Coop du domaine agricole</i>
6318	union de sociétés de coopérative agricole	Coopératives	<i>Coop du domaine agricole</i>
6411	société d'assurance mutuelle	Mutuelles	<i>Mutuelles régies par le code des assurances</i>
6532	société civile d'intérêt collectif agricole (SICA)	Coopératives	<i>Coop du domaine agricole</i>
6543	société civile coopérative de construction	Coopératives	<i>Coop de construction</i>
6551	société civile coopérative de consommation	Coopératives	<i>Coop de consommation</i>
6554	société civile coopérative (d'intérêt) maritime	Coopératives	<i>Autre coop</i>
6558	société civile coopérative entre médecins	Coopératives	<i>Autre coop</i>
6560	autre société civile coopérative	Coopératives	<i>Autre coop</i>
6595	caisse (locale) de crédit mutuel	Coopératives	<i>Coop de crédit</i>
6596	caisse de crédit agricole mutuel	Coopératives	<i>Coop de crédit</i>
8140	mutualité sociale agricole	Mutuelles	<i>Mutuelles régies par le code de la mutualité</i>
8210	mutuelle	Mutuelles	<i>Mutuelles régies par le code de la mutualité</i>
8250	assurance mutuelle agricole	Mutuelles	<i>Mutuelles régies par le code des assurances</i>
8290	autre organisme mutualiste	Mutuelles	<i>Mutuelles régies par le code de la mutualité</i>
9210	association non déclarée	Associations	<i>Associations</i>
9220	association déclarée	Associations	<i>Associations</i>
9221	association d'insertion par l'économique	Associations	<i>Associations d'insertion par l'économique</i>
9222	association intermédiaire	Associations	<i>Association intermédiaire</i>
9223	groupement d'employeurs	Associations	<i>Associations</i>
9230	association reconnue d'utilité publique	Associations	<i>Associations</i>
9260	association de droit local	Associations	<i>Associations</i>
9300	fondations	Fondations	<i>Fondations</i>

#### LISTE DES ACTIVITES SOUSTRAITES DE LA PRECEDENTE SELECTION

	NAF1	NAF2
ts CJ	codes APE: 75 ou NES:R10 (Administration publique)	Section O / Division 84 (Administration publique)
ts CJ	code APE: 911A (Organisations patronales et consulaires)	94.11Z (Activ. des orga. patronales et consulaires)
ts CJ	code APE: 912Z (Syndicats de salarié)	94.20Z (Activ. des syndicats de salariés)
ts CJ	code APE: 913A (Organisations religieuses)	94.91Z (Activ. des orga. Religieuses)
ts CJ	code APE: 913C (Organisations politiques)	94.92Z (Activ. des orga. Politiques)

Périmètre statistique harmonisé - insee.fr - 2008

